

Solidaires

ET INTERNATIONALISTES!



Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#129 – Février 2025

Palestine L'accord de cessez-le-feu à Gaza, avec une première étape, d'une durée de 42 jours, comporte plusieurs points et prévoit qu'à terme l'armée israélienne se retire complètement de toute la bande de Gaza. Durant la trêve, la libération d'otages détenus par le Hamas et d'une partie des prisonnier-es palestinien-es détenues dans les geôles israéliennes a lieu. L'entrée de l'aide humanitaire attendue depuis des mois par la population de Gaza doit enfin être garantie.



Tout cela ne peut effacer les 46 000 morts de Palestinien-es et les 1 600 morts d'Israélien-es, les 115 000 blessé-es palestinien-nes et les 8 000 blessé-es israéliens, depuis le 7 octobre 2023. Cela fait l'impasse aussi sur la destruction quasi-totale de Gaza et la famine que subissent les survivant-es de la bande de Gaza. Accueillir favorablement cette trêve ne dispense surtout pas de rester vigilant quant à son application réelle : alors qu'Israël négociait la trêve, son armée continuait ses bombardements à Gaza ou au camp de réfugié-es de Jénine, en Cisjordanie.

L'Union syndicale Solidaires apporte à nouveau son soutien au peuple palestinien qu'il soit à Gaza, en Cisjordanie ou réfugié, ou à Jérusalem et continue à militer pour l'application du droit international, la fin du blocus à Gaza, des politiques d'apartheid et le droit au retour de toutes et tous les réfugié-es, garant d'une paix juste et définitive entre Israélien-es et Palestinien-es.

[Cessez le feu à Gaza - Enfin ? | Solidaires](#) et aussi [Gaza : l'horrible projet criminel de Trump | Solidaires](#)

Ukraine L'Union syndicale Solidaires appelle à participer massivement aux manifestations, actions, débats publics et autres initiatives qui seront organisés à l'occasion du 3e anniversaire de l'invasion généralisée du territoire ukrainien, déclenchée par Poutine le 24 février 2022, dont la manifestation parisienne le 23 février. Les actions menées autour de cette date auront une importance particulière en raison de l'avènement de Trump à la présidence américaine, et des pressions diplomatiques et économiques qui vont s'ajouter à l'agression meurtrière des armées russes et nord-coréennes, ainsi qu'à l'occupation, pour imposer à l'Ukraine l'acceptation de celle-ci.



Avec l'intersyndicale française, avec le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, l'Union syndicale Solidaires réaffirme son soutien à la résistance populaire ukrainienne et aux mouvements sociaux, dont le syndicalisme indépendant, très actifs dans ce pays.

Réseau international de solidarité et de luttes

La lettre d'informations du Réseau est relancée. Elle est destinée aux équipes syndicales ... partout dans le monde ! Pour s'y abonner : [via le site](http://via.le.site) ou en écrivant à coord@laboursolidarity.org

Au sommaire du numéro 1 : Palestine – El Salvador – Etats-Unis – Serbie – Iran – Philippines – Géorgie – Soudan – Haïti – Corée du Sud – Hong Kong – Bangladesh – Ukraine – Argentine – Turquie – Santé, social – Centres d'appel.

La 6^{ème} rencontre du Réseau aura lieu du 13 au 16 novembre 2025.

www.laboursolidarity.org



Argentine Les déclarations du président de l'Argentine contre les politiques de genre non binaires et la diversité sexuelle, associant l'homosexualité à la pédophilie, expriment un recul des droits humains, sociaux et individuels. Le discours de Milei, comme celui de l'extrême droite partout dans le monde, nie l'existence de l'inégalité de genre, de la violence machiste, diabolise les féminismes, remet en cause le droit à l'avortement et rejette la notion de féminicide.

Face à ce discours de haine et aux mesures économiques criminelles, nos camarades des organisations LGBTQI+ et féministes, soutenu-es par les 3 centrales syndicales CTA-A, CTA-T et CGT, organisaient une manifestation « LGBTQI+ contre le fascisme », le 1er février partout en Argentine. L'Union syndicale Solidaires a exprimé son soutien à la manifestation et salué le courage de nos camarades qui, face à l'extrême droite, déclarent : « Nous sommes partout, nous ne sommes jamais parti-es et nous n'avons pas peur d'eux. S'ils nous cherchent, ils nous trouveront. Debout, répondant à leur cruauté avec plus d'organisation, de solidarité et de lutte ».



[Soutien à la manifestation LGBTQI+ contre le fascisme en Argentine | Solidaires](#)

Togo [...] Depuis 2021 et la nouvelle loi sur le Code du travail au Togo, la liberté syndicale a été compromise que ce soit au niveau de la représentativité syndicale ou du droit de grève. Un autre sujet de tension est la non-application du Salaire minimum interprofessionnel garanti par une partie des employeurs du secteur privé, notamment dans la zone franche. Par ailleurs l'adoption de la convention collective interprofessionnelle du Togo tarde à arriver.



[...] Il y a eu plus de 600 pertes d'emplois dans les entreprises Dodoplast, Poly-pack et Sototoles pour faux motifs économiques. Le Syndicat national des travailleurs du secteur industriel du Togo (SYNATSITO), membre de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) et du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, a contribué à la lutte contre ces licenciements.

Avec les syndicales du Togo, nous réclamons : le respect du droit de grève, l'arrêt des licenciements, la mise en place de la convention collective interprofessionnelle, le respect du SMIC, la réintégration des enseignant-es grévistes révoqué-es.

[Non à la répression antisyndicale au Togo | Solidaires](#) et [La lutte reprend chez Dodoplast | laboursolidarity.org](#)

Iran Huit rassemblements pour la libération des trois français-es détenu-es en Iran ont eu lieu vendredi 31 et samedi 1er février. Sept étaient organisés par les collectifs constitués par les proches des trois détenu-es, et celui de Flers (Normandie) par l'ACAT. Ces divers rassemblements étaient notamment soutenu par le Collectif syndical Iran qui regroupe depuis 2011 Solidaires, la CGT, la FSU, la CFDT, la FSU, l'UNSA et SSTI (Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran).



A Paris, le rassemblement avait été organisé en partenariat avec Amnesty international. Il a réuni entre 300 et 500 personnes selon les sources. Le Collectif syndical Iran était bien entendu représenté. Ont notamment pris la parole : des représentant-es des différents collectifs organisés par les proches des détenu-es, des ex-otages du régime iranien, un adjoint à la maire de Paris, un représentant d'Amnesty international. Deux actrices ont lu des extraits du livre *Torture blanche*, de la militante iranienne Narges Mohammadi. Elles ont ensuite rejoint deux autres actrices assises en silence à même le sol, à l'intérieur d'un carré exigu dessiné à la craie symbolisant une cellule de la prison iranienne d'Evin. Avant et après le rassemblement, des échanges personnels cordiaux ont eu lieu avec des proches des détenu-es, ainsi que des ex-prisonniers.

[Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran](#)

Venezuela L'Union syndicale Solidaires est membre du Collectif de solidarité internationale avec le peuple du Venezuela, mis en place « afin de soutenir les initiatives, actions et mobilisations visant à faire prévaloir la lutte des Vénézuéliennes et Vénézuéliens pour le respect de leur dignité, de leurs droits fondamentaux et de leur volonté démocratique » [...] Le peuple vénézuélien connaît depuis 2014 une véritable tragédie : le PIB a chuté de 74 % entre 2014 et 2020, le salaire minimum stagne à quelques dollars par mois, les services publics élémentaires font défaut, plus des quatre cinquièmes des Vénézuélien-nes vivent sous le seuil de pauvreté et environ 7,9 millions - soit plus du quart de la population - ont quitté leur pays. Le gouvernement n'a cessé de réprimer tous types d'opposant-es et de dissident-es, en particulier parmi les classes populaires et travailleuses. 120 syndicalistes ont été arrêté-es et plus de 3 400 ont été menacé-es. Les quartiers populaires ont été la cible de politiques « sécuritaires » causant des milliers d'homicides par an aux mains des forces de l'ordre au sein de la jeunesse pauvre et racisée. En outre, depuis 2019, les sanctions économiques unilatérales des États-Unis n'ont fait que renforcer l'autoritarisme du pouvoir, et la dépendance des habitant-es vis-à-vis des maigres aides alimentaires octroyées en échange de leur allégeance politique et électorale. [...]

[Déclaration du Collectif de Solidarité internationale avec le peuple du Venezuela | Solidaires](#)

Etats-Unis La nouvelle offensive anti-immigration du gouvernement de Donald Trump révèle l'aggravation de la xénophobie institutionnalisée aux États-Unis. [...] Les agents de l'ICE (Service d'immigration et de contrôle des douanes) envahissent les écoles et les hôpitaux, tandis qu'un réseau de dénonciateurs – encouragé par le discours de « tolérance zéro » – signale les immigrés considérés comme illégaux sur les réseaux sociaux et via les canaux officiels de l'agence policière. Il s'agit d'une politique de terreur d'État. La criminalisation de l'immigration s'intensifie avec l'augmentation des détentions, même pour des délits mineurs, les expulsions accélérées et la suppression des programmes de protection qui empêchent la déportation, plongeant des milliers d'immigré-es dans l'incertitude et le désespoir. [...] Il est essentiel de toujours défendre et rappeler que migrer ne constitue pas un crime ! [...]



[Trump intensifie la persécution brutale contre les immigrés | laboursolidarity.org](#)

Serbie

De nombreux acteurs sociaux ont appelé à une grève générale le vendredi 24 janvier a été marquée par des rassemblements de masse, qui se sont poursuivis le samedi et le dimanche, portant le nombre de manifestations à plus de 150. Au moins 22 000 personnes ont manifesté à Novi Sad, 15 000 à Niš dimanche, 6 000 à Kragujevac. Pour la ville de Belgrade, on estime qu'environ 35 000 personnes se sont rassemblées près du bâtiment du gouvernement, tandis que 20 000 autres personnes se sont rassemblées au rond-point près de la municipalité. Belgrade compte 1,3 million d'habitant-es et la Serbie 6,60 millions. [...]

Les étudiant-es sont mobilisé-es en permanence depuis novembre 2024. Ils et elles expliquaient en décembre dernier « Nous avons suspendu nos études, organisé des assemblées générales et voté des revendications, créé des groupes de travail. Nous avons occupé les locaux des facultés et les avons adaptés à notre vie quotidienne. Nous avons installé des cuisines, des dortoirs, des pharmacies, des ateliers, des cinémas et des salles de classe qui dispensent des cours pendant la grève. En trois semaines, presque tous les bâtiments universitaires de Serbie sont devenus des centres d'auto-organisation

politique 24 heures sur 24. Nous recevons le soutien de nos concitoyen-es, dont les dons nous permettent de vivre. Chaque jour, d'autres groupes vulnérables de la société se joignent à notre lutte... Nous mettons en pratique le principe de la démocratie directe. » [...] A la suite de ces manifestations, le premier ministre serbe, Milos Vucevic a démissionné le 25 janvier.



[Grève générale en Serbie | laboursolidarity.org](https://laboursolidarity.org)

Mali

La Coordination des syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (SNESUP-SECMA) du Mali, a lancé un appel à la grève pour défendre des revendications salariales. Ils et elles revendiquent le versement, avec rappel, de leur prime de recherche à laquelle ils et elles ont droit, depuis 2017. [...] Malgré les fortes pressions exercées par le ministère et les entraves à la liberté syndicale, la détermination des grévistes n'a pas faibli.

Prochains rendez-vous internationalistes

- 14 au 16 février : réunion de Peoples Platform, à Vienne.
- 24 février : initiatives pour les 3 ans de guerre en Ukraine (à Paris, manifestation le 23 février).
- 5 mars : commission internationale Solidaires.
- 22 au 30 mars : Semaine anticoloniale, avec notamment à la GAB
 - 24 mars : présentation/débat autour du livre *Haïti. Notre dette*.
 - 26 mars : débat après le film *Les âmes fêlées* (RD Congo).
 - 28 mars : débat après le film *Rebelle* (Pays basque).
- 29 et 30 mars : salon anticolonial et antiraciste, à Montreuil.
- 4 avril : commission internationale Solidaires.
- 4 au 6 avril : réunion internationale Amazon, à Leipzig.
- 7 avril : journée internationale de luttes pour le droit à la santé.
- 2 et 3 mai : congrès de l'USI-AIT, à Udine.
- 15 mai : journée intersyndicale internationale Palestine.
- 22 au 24 mai : congrès de la CIG, à Saint-Jacques-de-Compostelle.
- 26 mai au 9 juin : série de réunions publiques, avec Beto Pianelli, de la CTA-T (Argentine).
- 2 et 3 juin : congrès Euskal Langileen Alkartasuna.
- En juin : formation syndicale sur le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.
- 13 au 16 novembre : 6ème rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.
- 1^{er} au 3 décembre : université francophone du GLI, à Villarceaux.

[SUD éducation et SUD Recherche Soutien aux enseignant-es des universités du Mali en grève](#)

Kurdistan

Aziz Köylüoğlu, journaliste vétérinaire de la presse kurde indépendante, a été assassiné le 27 janvier par une frappe de drone turc dans la région autonome du Kurdistan, au nord de l'Irak. Au mépris des frontières et du droit international, la Turquie y attaque le mouvement de libération kurde, bombardant des civil-es et utilisant des armes chimiques. C'est le cinquième journaliste kurde assassiné par la Turquie en moins d'un an. La Turquie est membre de l'OTAN. Que font les autres puissances, dont la France, pour dénoncer ces crimes ?